La sécurité dans les musées

Le vol et le recel des œuvres et objets d’art

Mireille BALLESTRAZZI
Commissaire Principal,
Chef de l’Office Central pour la Répression du Vol d’Oeuvres et d’Objets d’Art

L’appréciation quantitative du phénomène est délicate en l’absence d’une méthode de saisie des données parfaitement adaptée aux vols d’œuvres et objets d’art. La principale cause de difficulté tient à la définition de l’œuvre d’art elle-même, production matérielle procédant de multiples activités : peinture, sculpture, ébénisterie,orfèvrerie ...

La valeur artistique (notion éminemment subjective), l’ancienneté, la rareté, sont autant de critères à prendre en considération, soit individuellement soit cumulativement.

Mais, au-delà des œuvres dont le caractère "artistique" est peu contestable, peut-on ignorer qu’il existe une foule d’objets appartenant au patrimoine historique (correspondances, archives, sceaux, objets personnels usuels ou scientifiques, données de l’évolution humaine et animale ...) qu’il convient de protéger.

Peut-on ignorer qu’un patrimoine national existe aussi à travers des acquis accumulés durant des siècles sur son sol. Tous les objets dignes de figurer dans les vitrines de nos musées, qu’il s’agisse de pierres taillées préhistoriques ou de collections de coléoptères, ne doivent-ils pas bénéficier d’une attention particulière ?

Ces quelques réflexions, inspirées par la pratique quotidienne, montrent combien il est difficile de dissocier la notion intellectuelle d’art d’avec celle plus pragmatique du patrimoine.

Ces remarques liminaires pour dire que l’Office Central pour la Répression du Vol d’Oeuvres et d’Objets d’Art, prend en considération, de manière plus large, tout ce qui concerne le patrimoine culturel et historique de la France.

* Direction Centrale de la Police Judiciaire, 11 rue Saussaies, 75 008 Paris
La prévention et la répression

Pour lutter contre l'empirisme de plus en plus inquiétante de la délinquance organisée sur l'art, la Police Judiciaire a été dotée, par décret, en 1975, d'un service spécialisé : l'Office Central pour la Répression des Vols d'Oeuvres et d'Objets d'Art.

Service opérationnel, l'OCRVOOA s'est vu en outre attribuer une quadruple mission :

- Promouvoir les mesures propres à assurer la prévention des vols d'œuvres d'art. A cet égard, l'Office intervient à titre de consultant, tant au plan pratique que juridique, auprès des organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux, qui élaborent des politiques préventives. À titre d'exemple, l'Office s'efforce à l'heure actuelle de mobiliser les professionnels du commerce de l'Art et tutélaires du vol.

- Coordonner et animer les actions répressives engagées par tous les services de Police et de Gendarmerie, en liaison avec le Ministère de la Culture et le Ministère des Finances (Douanes).

- Recueillir toutes les informations relatives aux vols d'œuvres d'art et en assurer la synthèse. Correspondant d'INTERPOL, l'Office est également en mesure d'apprécier les fluctuations du trafic international et d'y intégrer le schéma français.

- Former des enquêteurs spécialisés dans tous les Services Régionaux de Police Judiciaire.

Le recel

Les groupes opérationnels de l'Office Central pour la Répression des Vols d'Oeuvres et d'Objets d'Art participent activement à la répression du trafic national et international des œuvres d'art volées.

Dotés d'une compétence nationale, les enquêteurs spécialisés de l'Office sont disponibles à tout moment pour intervenir d'initiative, en quelque point que ce soit du territoire, sur toute affaire dont l'importance requiert leur présence.

Il peuvent également agir en soutien des Services Régionaux de Police Judiciaire.
La lutte contre le recel constitue une préoccupation constante de l'Office qui a été consulté lors de l'élaboration de la loi du 30 Novembre 1987, et qui a participé à la rédaction des décrets d'application.

Pour parvenir à ses fins, l'Office :

- Centralise les informations relatives aux vols d'œuvres d'art commis sur le territoire et gère un fichier photographique des œuvres d'art volées en France.
- Procède à des diffusions orientées dans les milieux professionnels.
- Mobilise les milieux de l'art (commissaires-priseurs, éditeurs de revues spécialisées...) pour qu'ils participent à cette action.
- Sensibilise les particuliers sur la nécessité d'une parfaite connaissance de leur patrimoine artistique et de son identification (photographies de qualité, marquages...).


Dans le premier cas, le législateur a eu le souci de faciliter l'action des services de police et de gendarmerie en leur permettant de remonter les réseaux de receleurs et de voleurs.

Il importe de constater que les incriminations relatives à l'absence de tenue du registre de police ou à la tenue volontairement erronée dudit registre, qui étaient auparavant de nature contraventionnelle, ont été correctionnalisées.

La loi innove, d'autre part, en imposant aux personnes qui organisent, dans un lieu public ou ouvert au public, une manifestation en vue de la vente d'objets mobiliers usagés, la tenue d'un registre permettant l'identification des vendeurs, sous peine de sanctions pénales.

Ces dispositions visent à mieux contrôler les foires à la brocante qui ont tendance à se développer d'une façon excessive, et qui constituent des abcès de fixation pour l'écoulement des objets volés.

L'appropriation des biens culturels non classés appartenant à des particuliers obéit aux règles définies dans les articles 2 279 et 2 280 du Code Civil, articles relatifs au régime général de la propriété mobilière.

Les objets d'art volés en France et à l'étranger et retrouvés sur notre territoire peuvent être revendiqués par les propriétaires dépossédés dans les limites de la prescription acquisitive de droit commun.

Les conditions de la récupération (durée de la prescription, éventuelle indemnisation) par le propriétaire dépossédé sont fonction de la bonne ou de la mauvaise foi du dernier détenteur.
Les biens culturels appartenant à l'État sont protégés par les dispositions découlant de la théorie de la domanialité publique. Ainsi ces biens sont inaliénables et l'action en revendication de l'État est imprescriptible.

Les vols

En 1987 et en 1988, les statistiques démontrent une quasi stabilité du nombre des vols portant sur des objets d'art. Cependant cette stabilité s'accompagne d'une nette augmentation de la qualité et de la valeur des œuvres et objets dérobés. (Certaines équipes se sont spécialisées et ciblent parfaitement les biens qui ont une réelle valeur artistique et historique.)

Il faut préciser que ces statistiques prennent en compte uniquement les faits de vols, et non pas le nombre des objets volés.

En 1988, nous comptabilisions une trentaine de vols commis dans les musées. Il s'agit bien sûr des vols portés à la connaissance de l'Office.

En réalité ce chiffre n'est sans doute pas le reflet de ce qui se passe. Bon nombre de petits vols commis dans les bibliothèques ou dans les musées, ne sont constatés que bien longtemps après les faits. Bien souvent, cela équivaut à une disparition, sans précision de date, de circonstances. Parfois, les disparitions ou vols ne sont pas signalés aux Services de Police ou de Gendarmerie parce que les objets ou manuscrits disparus ne sont pas inventoriés et qu'il n'y a donc aucune possibilité, pour les responsables, de prouver que ces objets existaient bien auparavant. Ces vols ou disparitions ne paraissent pas toujours à notre connaissance.

En cas de vol dans un musée dépendant de la Direction des Musées de France, ou en cas de vol d'un objet classé ou répertorié à l'inventaire, les Directions concernées du Ministère de la Culture adressent une lettre à l'Office informant du vol, de sa date, et fournissant un descriptif précis de l'objet volé, avec, quand elle existe, une photographie de l'objet.

Cette démarche est très utile, et ne fait pas double emploi avec la plainte qui est déposée parallèlement dans un Commissariat ou dans une Gendarmerie.

Il serait intéressant que l'information relative aux vols commis dans les Musées d'Histoire Naturelle et dans les Bibliothèques, puissent nous parvenir de la même manière.

Les Diffusions - Le Fichage

1. Intégration dans le fichier manuel et informatisé Objets volés.
L'informatisation ne sera réalisée que si l'objet décrit présente des caractéristiques suffisantes. La photographie sera un élément essentiel.
2. Eventuellement, diffusion nationale et diffusion internationale. Ces diffusions sont réalisées lorsque la disparition de l'objet crée une perte réelle pour le patrimoine national, et s'il existe une photographie tant il est vrai que rien ne remplace le support image. Sauf pour les livres, ou le descriptif et les caractéristiques (historiques par exemple) seront nécessaires.

3. Il existe d'autres diffusions propres à l'Office : orientées, restreintes, ...

4. La Diffusion ultra-rapide, créée pour les Musées, dans des conditions très précises, peut être utilisée exceptionnellement dans d'autres domaines, sur décision du Chef de l'Office. Il est nécessaire que le vol nous soit connu très rapidement après sa commission.

Parallèlement à son action répressive, l'Office s'efforce de promouvoir les mesures propres à assurer la prévention des vols d'œuvres d'art. A cet égard, l'Office intervient à titre de consultant, tant au plan pratique que juridique auprès des organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux, qui élaborent des politiques préventives.

Cette action s'illustre par :

- L'instauration, en 1988, d'une procédure de sécurité pour les transports nationaux et internationaux d'objets d'art, sous l'égide de la Direction Générale de la Police Nationale et du Ministère de la Culture et de la Communication.

- La participation à des réunions de sécurité à l'occasion du montage d'expositions artistiques temporaires.

- La multiplication des conférences de sensibilisation et d'information.

L'article que nous venons de vous présenter résume l'intervention faite par le Commissaire Ballestrazi au séminaire "Sécurité dans les Musées" organisé par l'OCIM, qui s'est déroulé à Dijon en mars dernier. Outre la formation qu'il a pu apporter aux conservateurs présents, ce séminaire a permis de faire un premier point sur l'état de la sécurité dans les Musées d'Histoire Naturelle.

D'autres articles, rédigés par les intervenants du séminaire, seront publiés dans les prochaines Lettres de l'OCIM, puis rassemblés dans un fascicule à la disposition de tous.